

Dans ce contexte, l'apport du FMI en décembre a surtout servi à rétablir immédiatement la confiance des marchés financiers étrangers. La livre s'est alors nettement redressée parce que des banquiers étrangers étaient convaincus que les politiques dévotieuses du gouvernement britannique avaient enfin été freinées par le FMI. Il est vrai que le gouvernement britannique a fait acte symbolique d'obéissance au FMI en coupant les dépenses publiques et en promettant de garder les emprunts des secteurs publics dans des limites convenues. Toutefois, ce geste revenait à revêtir une chemise de crin par-dessus une camisole de force.

À la fin de 1977, le gouvernement était resté nettement en deçà du plafond d'emprunt très bas exigé par le FMI et s'attirait déjà les reproches de commentateurs qui l'accusaient d'être allé trop loin. On s'en prenait non pas au FMI mais au gouvernement, et ce, parce que la principale contrainte imposée à l'économie n'était pas le plafond d'emprunt du FMI mais le plafond de 13 p. cent d'augmentation de la masse monétaire que le gouvernement s'était fixé sans qu'il soit exigé du FMI. Bon nombre de critiques étaient d'avis que cette mesure d'autolimitation commençait à nuire à la croissance de l'économie.

Il n'est pas difficile de voir pourquoi. L'amélioration évidente de la situation financière semblait très peu s'être transposée dans «l'économie réelle». En décembre dernier, le chômage se maintenait au niveau record de 1,5 millions de sans-emploi et la production industrielle ne montrait aucun signe de reprise après deux ans de récession. L'indice officiel de la production industrielle était plus bas qu'au cours des premiers mois de 1974 quand la grève des mineurs força tout le pays à adopter la semaine de travail de trois jours.

### Stratégie industrielle

Cette continuité dans la récession a endeuillé le second anniversaire de la «stratégie industrielle» que le gouvernement avait lancée avec fanfare en novembre 1975 et qui visait à élargir la base de l'industrie manufacturière britannique, ce même aux dépens d'autres activités sociales auxquelles le parti travailliste donnait normalement la priorité. La stratégie devait stimuler les exportations et les investissements dans le secteur manufacturier afin d'entraîner une expansion soutenue de l'économie sans déclencher le boom de consommation qui avait si souvent dans le passé provoqué une crise de la balancé des paiements. A cette fin, environ 40 groupes de travail, représentant la plupart des industries d'exportation du pays, ont été constitués. Ils ont tous produit des rapports sur les mesures à prendre pour améliorer la performance de leurs secteurs sur les marchés mondiaux. Dans un certain nombre de cas, le gouvernement a engagé des fonds publics pour mettre en œuvre des recommandations qui portent notamment

sur la réorganisation d'industries comme la machine-outil et les fonderies où se produisaient des goulots d'étranglement lors de reprises dans la demande.

La stratégie devait mettre fin à la perte de vitesse industrielle de la Grande-Bretagne par rapport à d'autres pays. Il importe de souligner ce dernier aspect, car, dans l'absolu, la Grande-Bretagne aurait pu fort bien se satisfaire de sa performance des dernières années. En effet, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la croissance de l'économie britannique, — certes irrégulière — a tout de même dépassé en moyenne trois p. cent par année et le produit national brut est d'environ 60 p. cent supérieur à celui d'il y a 25 ans. Elle exporte encore une proportion plus élevée de son produit national que presque tout autre pays industrialisé. De fait, la croissance de la Grande-Bretagne au cours des 30 années depuis la guerre a été plus rapide qu'au cours des 30 années avant la guerre — période que certains considèrent à tort comme une sorte d'âge d'or.

Par ailleurs, et c'est là tout le problème, depuis la Seconde Guerre mondiale d'autres concurrents, notamment l'Allemagne, les États-Unis, la France et le Japon, ont crû plus rapidement que la Grande-Bretagne et offrent maintenant à leurs citoyens un niveau de vie sensiblement plus élevé.

### Les causes du mal

Beaucoup de raisons ont été avancées pour expliquer le «mal britannique», y compris le trop grand nombre de grèves, la surtaxation et la pénurie d'investissements. De fait, les statistiques internationales montrent que la Grande-Bretagne est dans le milieu du peloton en ce qui concerne les grèves. Il compte plus de jours ouvrables perdus par mille employés qu'en France, au Japon et en Allemagne, mais moins qu'aux États-Unis, en Italie et au Canada. Lors d'un récent sondage gouvernemental, on a constaté que 98 p. cent des usines britanniques n'étaient frappées par aucune grève. Par ailleurs, il est vrai dans une certaine mesure que les différends industriels en Grande-Bretagne sont de dimensions plus modestes mais perturbent davantage la production qu'aux États-Unis où un nombre très élevé de grèves coïncide avec la fin de conventions collectives de longue durée, permettant ainsi d'adapter les calendriers de production. Il est sans doute vrai qu'en Grande-Bretagne plus de grèves sont «sauvages» et qu'elles sont surconcentrées dans quelques grandes industries exportatrices comme l'industrie automobile.

Des comparaisons semblables prouvent, à l'encontre de la croyance populaire, que la Grande-Bretagne n'est pas surtaxée. Les taxes et les paiements de sécurité sociale représentent un pourcentage plus faible du produit national brut qu'en Allemagne et en France bien qu'il soit plus élevé qu'aux États-Unis et au Canada. Par contre, en Grande-Bretagne les impôts directs (impôts sur le revenu) sont plus élevés, mais les